

Malgré le « traumatisme » du Brexit, « l'Europe va mieux », estime l'historien Luuk van Middelaar

L'historien et philosophe politique néerlandais constate que le Brexit n'a pas fait d'émules parmi les Etats de l'UE. Selon lui, les Vingt-sept, par leur fermeté, ont même gagné en crédibilité.

Propos recueillis par Virginie Malingre (Bruxelles, bureau européen)

Publié le 31 décembre 2020 à 14h52, mis à jour hier à 11h42 · Lecture 8 min.

Article réservé aux abonnés

Luuk van Middelaar est un historien et philosophe politique néerlandais. Cet ancien membre du cabinet du président du Conseil européen Herman Van Rompuy, entre fin 2009 et 2014, est l'auteur de *Quand l'Europe improvise* (Gallimard, 2018), consacré aux deux grandes crises européennes de la décennie passée, celle de l'euro et celle des réfugiés. Dans un entretien au *Monde*, il revient sur le Brexit et ses conséquences pour l'Union européenne.



L'historien et philosophe politique néerlandais Luuk van Middelaar, en 2008. SAKE ELZINGA

Quand les Britanniques ont choisi de quitter l'Union européenne (UE), les Européens ont eu peur que le Brexit ne crée un précédent. Qu'en est-il quatre ans et demi plus tard ?

Avec le référendum du 23 juin 2016, et quelques mois plus tard l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, on a vu s'exprimer une contestation de l'ordre existant. Et, en Europe, la grande peur, c'était que le Brexit fasse des émules. Mais ça n'a pas été le cas. Aux Pays-Bas, que je connais bien et qui, à

certain égard, sont assez proches du Royaume-Uni – avec des affinités libérales et nationalistes –, le retrait de l'Europe n'est plus une proposition crédible, comme elle l'a été l'espace d'un instant. On a vu au printemps un mouvement anti-européen fort s'exprimer en Italie, pour dénoncer le manque de solidarité de l'Europe face à la pandémie de Covid-19, mais il était passager.

Comment l'expliquez-vous ?

Le spectacle que nous a offert la politique britannique n'inspire pas confiance. Surtout, et ce n'était pas donné, les Européens, que ce soit les institutions ou les gouvernements, ont défendu fermement leurs intérêts dans la négociation avec Londres. Ils avaient à cœur de montrer qu'il en coûtait quelque chose de sortir de l'UE.

Lire l'éditorial du « Monde » : [Face au Brexit, la force tranquille de l'UE](#)

On ne saura jamais qui, des « leavers » ou des « remainers », avait raison. Les deux camps ont joué sur les peurs des citoyens, les premiers pour dénoncer le tsunami de l'immigration que signifierait le maintien dans l'Europe, les seconds pour prédire la catastrophe économique qui accompagnerait le Brexit. Mais, depuis quatre ans et demi, trop de choses ont changé dans le monde, à commencer par la pandémie.

Peut-on imaginer qu'un jour, le Royaume-Uni revienne dans l'UE ?

Pourquoi pas ? Je ne l'exclus pas. Le Royaume-Uni est divisé, et les jeunes, lors du référendum, étaient très largement favorables au maintien au sein de l'UE. Quant à l'Europe, sans le Royaume-Uni, il lui manque quelque chose : le Brexit, c'est une perte, la perte d'une puissance économique, diplomatique, et militaire, d'un rayonnement culturel.

« Le Royaume-Uni est un pays fier, il ne fera pas demi-tour facilement »

Mais si les Britanniques devaient rejoindre l'UE, ça ne se ferait pas avant une ou deux générations. Quand on voit le temps qu'il a fallu – huit ans – entre la décision de David Cameron d'organiser un référendum et la sortie effective du marché intérieur du Royaume-Uni au 1^{er} janvier 2021... Et puis le Royaume-Uni est un pays fier, il ne fera pas demi-tour facilement.

Lire le récit : [Le Brexit, une longue et difficile séparation](#)

Après le Brexit, avez-vous le sentiment que l'UE se soit remise en cause ? Qu'elle se soit livrée à une forte introspection ?

Le Brexit a été un immense choc, un vrai traumatisme. Il a été suivi d'un moment de vraie réflexion, ce qui est plutôt rare. Depuis toujours, l'ADN de l'UE, c'est la liberté, l'ouverture, l'émancipation, c'est la création d'opportunités pour les entreprises, les citoyens, les étudiants, c'est l'abolition des frontières. Ce que les Britanniques ont demandé, c'est la protection des identités, de l'emploi, des structures démocratiques. Dans le slogan « *Take back control* », il y avait ce désir de protection par rapport à quelque chose de trop intrusif. Et de cette demande les Européens se sont saisis.

C'est une thématique présente en France depuis longtemps, Nicolas Sarkozy déjà la défendait. Mais jusqu'à peu, Paris était isolé. Aujourd'hui, ça a changé. Même aux Pays-Bas – souvent aux antipodes de la France dans ce type de débats –, le terme de protection est devenu audible, il n'est pas tout de suite réduit à celui de protectionnisme. C'est un vrai tournant, qui se décline dans de nombreux domaines. En matière de commerce, désormais, les Européens ont plus à cœur de défendre leurs intérêts que d'ouvrir leur marché. Sur les frontières extérieures, aussi, on investit plus ensemble.

Le plan de relance européen, aussi, constitue un vrai tournant. Aurait-il été possible sans le Brexit ?

« Depuis M^{me} Thatcher, le Royaume-Uni s'est battu pour limiter l'ampleur du budget européen et donc la force de frappe de la Commission »

Le plan de relance n'aurait jamais eu cette ambition si les Britanniques avaient eu leur mot à dire. Ils auraient mis leur veto à un plan de relance financé par un emprunt levé par la Commission, au nom des Vingt-Sept, et destiné à abonder le budget européen. Tout comme, il y a dix ans, en pleine crise de la zone euro, ils s'étaient opposés à ce que le budget communautaire vienne en aide aux pays en difficulté. Il ne faut pas oublier que, depuis Margaret Thatcher, le Royaume-Uni s'est battu pour limiter l'ampleur du budget européen et donc la force de frappe de la Commission.



« Brexit » (2020), du peintre ukrainien Vladimir Kozhukhar. VLADIMIR KOZHUKHAR

Lire aussi | Covid-19 : comment les Vingt-Sept ont débloqué le plan de relance destiné aux pays frappés par l'épidémie

S'il n'y avait pas eu le Brexit, l'Europe aurait sûrement fait quelque chose, mais cela aurait été moins structurant. Le fait que la Commission lève une dette commune, cela a renforcé la crédibilité de l'UE sur la scène internationale. Ce plan de relance est un véritable approfondissement de l'Europe. Finalement, et c'est une belle ironie du sort, le Brexit et le Covid sont arrivés en même temps – les premiers cas de Covid en France ont été répertoriés le 24 janvier 2020 et le divorce entre Londres et Bruxelles, prononcé le 31 janvier 2020 – et cela a permis à l'UE de montrer que le départ des Britanniques n'avait pas que des inconvénients.

A vous entendre, on se dit que l'Europe a même progressé ?

Oui, l'Europe va mieux. Elle a découvert qu'elle pouvait survivre au double choc qu'ont constitué le Brexit et l'élection de Trump. Qu'elle a la capacité de changer de direction, et qu'elle peut innover, au moins sous la pression des événements.

D'autres pays, pourtant, étaient hostiles au plan de relance européen tel qu'il a été conçu, c'est-à-dire financé par un emprunt commun et destiné à aider les pays les plus fragilisés par le Covid-19.

Oui, mais, avec le Brexit, les alliés traditionnels du Royaume-Uni, qui sont des pays de taille moyenne ou petite – les Pays-Bas, la Suède, le Danemark –, ont perdu leur général dans les batailles budgétaires. Ils étaient donc très affaiblis. Car tous les veto ne se valent pas. Et l'Allemagne, cette fois, n'était pas dans leur camp.

Comment expliquez-vous ce changement de position d'Angela Merkel ?

C'est un repositionnement politique majeur. L'Allemagne se place désormais au centre de l'Europe et abandonne ses alliés du nord dans le clivage nord-sud hérité de la crise de la zone euro il y a dix ans. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à encourager ses alliés du nord à défendre leur position. Ce changement de pied allemand, c'est la reconnaissance par Angela Merkel de la nécessité d'avoir une politique du sud.

Pouvez-vous préciser ?

Konrad Adenauer avait une politique orientée vers l'ouest, Willy Brandt et Helmut Schmidt vers l'est, Angela Merkel a acté l'importance géopolitique et économique du sud. Ce n'est pas un mouvement purement conjoncturel de sa part, même si c'est la pandémie qui l'a amorcé, c'est structurant. Dans le contexte géopolitique actuel, marqué par le conflit des grandes puissances que sont la Chine et les Etats-Unis, et les incertitudes qui en découlent pour l'industrie allemande, Angela Merkel prend acte de l'importance du front méditerranéen. D'autant qu'il est en première ligne pour l'arrivée des migrants. Et que les pays du sud se sentent abandonnés par l'Europe.

Emmanuel Macron a beaucoup œuvré pour faire changer d'avis Angela Merkel.

Oui, c'est vrai. En faisant un pas vers la France, Angela Merkel a aussi fait un pas vers le sud. Depuis son élection en 2017, Emmanuel Macron a souhaité cette très forte coopération entre la France et l'Allemagne. Il a dû attendre, il s'est impatienté. La pandémie l'a aidé. Emmanuel Macron sait qu'il ne peut pas diriger l'Europe seul.

« En 2021 et au-delà, c'est le positionnement européen dans le grand conflit américano-chinois qui va nous occuper »

C'est peut-être le premier président français qui l'assume vraiment. Pour Charles de Gaulle, l'UE servait à rendre la France plus forte, elle servait les intérêts de la France. François Mitterrand, même s'il a contribué au rapprochement avec l'Allemagne et à une accélération de la construction européenne, était dans la même logique. Emmanuel Macron, lui, sait que, sans l'UE, la France, seule, ne pèse plus sur le cours des choses et que c'est en tant qu'Européens que nous devons défendre notre mode de vie. D'autant plus que le Brexit acte un basculement géographique de l'Europe vers l'est.

Lire aussi | [Le Royaume-Uni et l'Europe, quarante-neuf ans d'histoire à la « une » du « Monde »](#)

C'est-à-dire ?

La France entretient une grande nostalgie populaire et politique de l'Europe des Douze, un ensemble dont elle était le centre, après l'élargissement au Royaume-Uni, au Danemark et à l'Irlande dans un premier temps, puis à l'Espagne et au Portugal dans un deuxième temps. Après la chute du mur de Berlin en 1989 et l'élargissement de l'Europe à l'est, les choses ont changé. Et Berlin, désormais au centre, a pris une place prépondérante, avec la fin de la parité démographique entre la France et l'Allemagne. Le Brexit accentue ce mouvement vers l'est : avec le départ du Royaume-Uni, la côte Atlantique est désormais exposée, et la France se retrouve non plus au centre, mais aux frontières de l'UE.

Voulez-vous dire à la marge de l'Europe ?

Non, je ne dirais pas ça. Mais c'est une Europe dans laquelle les Français se sentent moins chez eux. Ils ne connaissent pas ces pays de l'Est avec des capitales et des dirigeants aux noms imprononçables. Et, maintenant, ils perdent les Anglais avec lesquels ils entretiennent une bonne vieille relation d'amour-haine qui a commencé avant Jeanne d'Arc. A cet égard, il y a pour eux un risque de désenchantement.

Comment voyez-vous la suite pour l'Europe ?

En 2021 et au-delà, c'est le positionnement européen dans le grand conflit américano-chinois qui va nous occuper. Et, de ce point de vue aussi le Brexit est une bonne chose : il sera plus facile pour l'UE de définir ses intérêts de façon autonome par rapport à Washington. Ce sera l'un des terrains d'affrontement entre Berlin et Paris, mais dont l'issue est plus ouverte maintenant que le Royaume-Uni n'est plus à bord.

Notre sélection d'articles pour comprendre le Brexit

- **Récit :** Un traité de 1 500 pages et une ultime bataille sur la pêche : récit des 10 mois qui ont scellé l'entre le divorce entre le Royaume Uni et l'Europe
- **Décryptages :** Retour des douanes et baisse des quotas de pêche européens : ce que contient l'accord post-Brexit

[Voir plus](#)

[Virginie Malingre](#) (Bruxelles, bureau européen)

Services

CODES PROMOS avec Global Savings Group

- Boohoo : -50% sur plusieurs catégories
- Red SFR : 15€ de remise sur votre panier
- Europcar : -15% sur votre location de voiture
- Yves Rocher : -50% sur une sélection d'articles
- AliExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats
- Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats
- Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion

[Tous les codes promos](#)